

## Les Burundaises dénoncent le harcèlement des commerçantes transfrontalières

Arrib News, 16/11/2012 – Source Xinhua Les femmes commerçantes transfrontalières opérant sous un statut informel au sein des pays de la Communauté Est-Africaine (EAC) et du Soudan du Sud sont très vulnérables à l'extorsion et au harcèlement, a déclaré jeudi à Bujumbura Mme Alice Remezo, présidente de l'Association des Femmes d'Affaires du Burundi (AFAB). Mme Remezo, qui s'adressait aux partenaires de l'AFAB lors d'une journée de présentation d'un projet régional pour la Facilitation du Commerce Informel Transfrontalier des Femmes (FCITF) et des Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPMEs) des pays de l'EAC et du Soudan du Sud, a précisé que l'existence de ce harcèlement se matérialise notamment par voie de corruption, les longues attentes aux frontières et les taxations sur de petites quantités.

Ces femmes commerçantes, a poursuivi la présidente de l'AFAB, font face également à l'épineuse question de possession des capitaux faibles (se situant dans une fourchette de plus ou moins 50 USD), la problématique d'accès au financement, la carence d'informations sur des marchés d'exportation, des défis de respect des règles et normes pour traverser les frontières ainsi que des travaux en solo – cause d'un "chânon manquant" d'appartenance au mouvement associatif. En Afrique sub-saharienne, a souligné Mme Remezo, le commerce informel transfrontalier est une activité traditionnellement reconnue non intéressant pour le programme de promotion des exportations. Cette pratique, a-t-elle fait remarquer, est très répandue et, un grand nombre est non documenté, principalement celui des FCITF. Pour la présidente de l'AFAB, les causes de cette pratique se justifient par les formalités douanières compliquées, les barrières non tarifaires, les longues procédures et la faiblesse de l'application de la loi sur les frontières. Au cours des échanges, les principaux partenaires de l'AFAB, notamment les différents ministères burundais impliqués dans ce type de commerce, ont été interpellés particulièrement pour participer activement à la création d'un environnement des affaires de manière inclusive pour le commerce informel transfrontalier des femmes et les MSMEs en Afrique de l'Est et le Sud Soudan pour accroître leurs affaires et la transition de l'informel vers le secteur formel.